



LE 10 MAI **ENSEMBLE,**

NOUS POUVONS BEAUCOUP PLUS

QUE CE QUE NOUS IMAGINONS !

La question n'est plus de se demander à quoi ressemblera la DGFIP dans 6 ans mais de s'interroger sur ce qu'il en restera.

Depuis des années, la DGFIP n'a eu d'autre projet et d'autre ambition que d'adapter son offre de service aux moyens en personnel ce qui a sous tendu de nombreuses restructurations dont l'ASR (adaptation des structures et du réseau).

Pour autant croire ou se persuader que les réformes en cours ne constitueraient qu'un volet supplémentaire relève au mieux de l'illusion et au pire du déni. **Comment croire qu'après le NRP (Nouveau réseau de Proximité) le réseau de la DGFIP serait stabilisé** alors que l'administration ne s'engage au mieux que sur 6 ans auprès des élus locaux ?

Si on y ajoute la **Loi de transformation de la Fonction publique**, il s'agit au contraire d'une **attaque concertée en mode industriel, d'une violence inégalée à l'égard des usagers les plus fragiles comme des personnels destinée à mettre en place un Etat plate-forme minimal et à en finir avec la Fonction Publique de carrière.**

PAS DE PAUSE

PENDANT LA CRISE !

La crise sanitaire aurait justifié une pause dans les réformes, pour tenir compte d'un fonctionnement entravé par la crise et de missions nouvelles telles que le Fonds de solidarité (FDS). **Au contraire, la Direction Générale compte bien profiter de ce qu'elle pense être une forme de sidération générale pour avancer voire accélérer l'ensemble des**

processus de manière à rendre les choses irréversibles et à passer rapidement à la suite.

LES ATTAQUES SUR LES MISSIONS

SE POURSUIVENT ET SE MULTIPLIENT

Certains SGC (services de gestions comptable) sous dimensionnés en effectifs au regard du nombre de collectivités à gérer sont, **à terme, condamnés dès leur création. Demain les conseillers aux décideurs locaux ne seront plus** pour la plupart **d'anciens comptables**. Dans quelles conditions des collègues n'ayant pas eu, et pour cause puisque ce ne sera plus possible, le même parcours pourront-ils exercer cette mission? **Les comptables privés ne s'y trompent pas et proposent déjà leurs services aux collectivités locales.**

L'**examen de conformité fiscale** ressemble à s'y méprendre à un **début d'externalisation du contrôle** au profit des mêmes?

Les créations de **pôles à compétence nationale ou supra départementale se multiplient** (centres de contact des particuliers, centre de contact des professionnels, services d'appui au réseau, pôle nationaux de contrôles sur pièces à distance) et nous préparent doucement à la **fin des services déconcentrés organisés par départements.**

Les **restructurations, regroupements** y compris hors NRP et **les attaques sur les missions se poursuivent et s'amplifient** : Regroupement des SPF, attaques sur la mission topographique du cadastre, regroupement des services RH dans des CSRH à compétence supra départementale au détriment

des services RH de proximité au plus près des pré-occupations des personnels, réorganisation des centres de gestion et de services des retraites dans le cadre de la préparation en douce de la réforme des retraites...

En outre, la DGFIP, à travers un projet de décret présenté au dernier CTR, vient de s'affranchir d'une contrainte : l'avis du Conseil d'État en matière de modification de la compétence géographiques des services. Autant dire que **désormais, l'exception** (services et pôles à compétence nationale) **va devenir la règle**.

ET LES PERSONNELS

DANS TOUT ÇA ?

Et les personnels dans tout ça ? Et bien c'est simple, la **Loi de transformation de la Fonction Publique autorise presque tout tant sur la mobilité que sur le déroulement de carrière hors du contrôle des élus du personnel**. Ainsi, certains découvrent avec stupeur que désormais, c'est le **choix du directeur** entre les postulants titulaires qui prime quand il ne va pas chercher un candidat extérieur. D'autres devront choisir entre la **mobilité géographique forcée** pour suivre leur mission ou la mobilité fonctionnelle avec un accompagnement en termes de formation largement perfectible.

D'autres encore découvrent que le **télétravail** ne constitue pas, loin s'en faut, l'espace de liberté et d'autonomie dans l'organisation de leur travail qu'ils avaient imaginé. **Pressions, non respect du droit à la déconnexion**, le plus souvent par manque de maîtrise du management à distance du fait d'un défaut d'accompagnement, obligation de télé-travailler en assurant en même temps la **garde de leurs enfants y compris en bas âge, refus de l'administration d'indemniser les frais engagés**.

D'autres toujours se trouvent **contraints à la présence physique dans les services**. C'est ainsi qu'on peut oser exiger d'une femme enceinte qu'elle se

rende physiquement à son poste de travail sans tenir compte des taux d'incidence de sa zone géographique. C'est ainsi que pour s'assurer que les agents des SPF et SPFE seront bien au travail malgré la maintenance FIDJI on programme une réunion de services. C'est ainsi qu'on exige que des agents à la santé fragile et considéré comme vulnérables soient rappelés en renfort pour une nouvelle campagne en mode dégradé. **Tout se passe comme si la crise justifiait tout**.

Or la crise n'explique pas tout. La **Loi de transformation de la fonction publique** en revanche, conduit notre administration à se sentir autorisée à presque tout : **opacité, arbitraire et surtout dés-humanisation croissante et décomplexée de la gestion des personnels**.

FACE A UNE DIRECTION QUI OSE TOUT

OSONS COLLECTIVEMENT OPPOSER

NOTRE DÉTERMINATION

Le 10 mai prochain, ne pas réagir en étant gréviste c'est implicitement consentir au démantèlement programmé de nos missions. C'est aussi consentir à subir encore et toujours des suppressions d'emplois, la dégradation des conditions de travail. C'est consentir à être et rester des pions.

Il nous reste peu de temps pour nous faire entendre car dans moins d'un an, la campagne présidentielle et son concours Lépine de promesses de suppressions d'emplois dans la Fonction publique aura commencé et nous rendra inaudibles. **D'où l'urgence à prendre un printemps d'avance !**

MAINTENANT ET ENSEMBLE

NOUS POUVONS BEAUCOUP PLUS

QUE CE CHACUN IMAGINE

SEUL DANS SON COIN !

POUR NOS MISSIONS, NOS RÉMUNÉRATIONS, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, NOS DROITS ET GARANTIES



LUNDI | TOUTES ET TOUS
10 MAI | EN GRÈVE !
À L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE